

Les relations civilo-militaires et la dynamique de l'expansion militaire américaine

JEFFREY W. MEISER, PHD*

Nous sommes dans l'ère du général politique¹. Grands maîtres des champs de bataille, les commandants de nos forces armées ont toujours eu une grande influence sur les acteurs qui évoluent sur le théâtre de leurs opérations. Mais ils semblent aujourd'hui aussi à l'aise pour éclairer le grand public lors de séances de réflexion de haute volée ou à travers des éditoriaux publiés dans le *Washington Post* qu'ils ne le sont pour diriger leurs troupes sur le terrain². Ces guerriers des temps modernes peuvent compter sur le soutien de nombreux alliés, à commencer par leurs contacts au Congrès américain et leurs réseaux de relations au sein de l'establishment journalistique de la capitale³ ». Les présidents des États-Unis, hommes doués d'intelligence, donnent à ces hommes les ressources dont ils ont besoin, et attendent en retour qu'ils « soutiennent » les politiques de leur gouvernement⁴. Les relations de ces hauts commandants avec les présidents font les grands titres des journaux, au même titre que leurs carences déontologiques et leurs erreurs de jugement⁵. Ils ont également été de grands défenseurs de l'expansion et de l'intensification des missions de combat de l'armée américaine, en prolongeant l'engagement des États-Unis à l'étranger, en y augmentant le nombre de troupes et en participant à la construction armée de nouveaux états⁶. Ces commandants ont ainsi une influence manifeste sur la stratégie militaire, dont ils usent pour intensifier, étendre et prolonger les guerres récemment menées par les États-Unis en Irak et en Afghanistan. Cette tendance est potentiellement problématique, à une époque où de nombreux stratèges de premier plan en appellent à la retenue et au retrait des troupes⁷.

*L'auteur est professeur assistant à l'Université de Portland. Jeffrey Meiser a également travaillé comme professeur adjoint au *College of International Security Affairs* de la National Defense University. Son livre *Power and Restraint: The Rise of the United States, 1898-1941* a été publié en 2015 aux éditions Georgetown University Press.

Le présent article est inspiré d'une intervention faite à l'occasion du Congrès annuel de l'International Studies Association, à La Nouvelle-Orléans, en Louisiane, le 20 février 2015.

Le profil du général moderne que nous dressons ci-dessus est fondé sur un échantillon réduit d'officiers généraux, et principalement les généraux David Petraeus et Stanley McChrystal. La question est : ces deux hommes sont-ils des exemples d'une nouvelle tendance générale des relations civilo-militaires (civ-mil) ou font-ils figure d'exceptions ? Et de façon plus générale, les officiers militaires sur le terrain sont-ils davantage susceptibles de soutenir une politique étrangère militariste et expansionniste ? Selon la littérature spécialisée, compte tenu de leur entrain et de leur l'enthousiasme pour le recours à la force militaire, les généraux Petraeus et McChrystal sont des exemples typiques. Des études qualitatives et quantitatives ont en effet démontré que les chefs militaires avaient tendance à surestimer l'efficacité des solutions militaires aux problèmes de politique étrangère, à favoriser des doctrines militaristes offensives et donc à accroître la probabilité d'une guerre⁸. Dans l'ensemble, l'influence militaire est ainsi corrélée à une probabilité accrue de conflits interétatiques militarisés⁹. Toutefois, on retrouve beaucoup moins d'articles sur le type d'influence spécifique exercée par ces commandants¹⁰. Comme l'histoire nous l'a démontré récemment, ils doivent leur influence à leur connaissance de la situation sur le terrain, à la perception largement répandue qu'ils sont des experts impartiaux, et à leur volonté d'entrer en contact avec la sphère médiatique et la société civile.

Le présent article se penche sur dix études de cas issus de l'« ère impériale » des États-Unis et vise à évaluer l'hypothèse selon laquelle les commandants des forces de combat sont plus susceptibles de soutenir une politique militaire expansionniste ou, de façon plus générale, toute forme d'expansion politico-militaire¹¹. La méthodologie utilisée se compose à la fois d'une comparaison des cas étudiés et d'une analyse individuelle de chacun d'eux. Tout d'abord, les cas sont examinés pour déterminer si les commandants des forces de combat ont soutenu une forme d'expansionnisme politico-militaire. Ensuite, l'analyse individuelle des cas compare les actions et les recommandations des commandants militaires à celles des agents civils déployés sur le terrain dans le but de distinguer l'effet de causalité du statut du commandant militaire à l'effet d'opportunité. Les cas étudiés sont issus de la période faste de l'impérialisme américain, dans la mesure où il s'agit d'une part d'un terrain propice à l'étude de l'expansionnisme et d'autre part, dans la mesure où cette ère présente certaines similitudes avec la période actuelle. Tout comme aujourd'hui, les soldats, les matelots et les Marines de l'époque étaient ainsi fréquemment déployés lors d'opérations de maintien de la paix, qui offraient aux États-Unis d'Amérique un contrôle politico-militaire accru sur les territoires étrangers. Tout comme aujourd'hui, les officiers militaires et les agents civils avaient une influence considérable sur la politique étrangère. Enfin, tout comme aujourd'hui, l'efficacité et le caractère moral de l'expansionnisme politico-militaire des États-Unis faisaient débat.

Les relations civil-militaires et l'impérialisme américain¹²

La présente section examine les relations civ-mil au plus fort de la période de l'impérialisme américain sous les présidences successives de Cleveland, McKinley, Roosevelt et Taft (1893–1913). La section se concentre sur les conflits au cours desquels des représentants américains (civils et militaires) ont été placés dans une position leur permettant d'accroître l'expansion politique ou américaine des États-Unis, que ce soit par les actes ou par la parole. Les questions directrices sont les suivantes : Les commandants militaires déployés sur les territoires étrangers ou au large de territoires étrangers ont-ils entrepris des actions visant à poursuivre l'expansion politico-militaire ou ont-ils soutenu d'une façon ou d'une autre une telle expansion ? Les agents civils établis sur des territoires étrangers ont-ils entrepris des actions visant à poursuivre l'expansion politico-militaire ou ont-ils soutenu d'une façon ou d'une autre une telle expansion ? Les réponses à ces questions sont résumées dans le tableau ci-dessous, qui démontre que dans la majorité des cas, le commandant militaire sur le terrain a adopté une stratégie expansionniste et que dans la majorité des cas où des agents civils étaient présents, ces derniers ont également favorisé l'expansionnisme. Par conséquent, nous pouvons partir du postulat que les commandants des forces de combat sont effectivement susceptibles de favoriser l'expansion politico-militaire, tout spécialement sous la forme d'une intervention militaire directe, d'occupations armées plus longues et de plus grande envergure, et de l'annexion et du contrôle colonial de territoires étrangers. Toutefois, une série d'éléments démontrent que les agents civils déployés sont également susceptibles de favoriser l'expansion politico-militaire, même si ces derniers sont moins susceptibles de prendre part aux opérations militaires à proprement dit. La principale inférence que nous pouvons en tirer est qu'une présence en première ligne tend à encourager les attitudes expansionnistes, indépendamment du statut militaire ou civil de l'acteur concerné.

Tableau. Résumé des cas

Cas	<i>Préférence politique des commandants militaires déployés</i>	<i>Préférence politique des agents civils déployés</i>
1. Tentative d'annexion d'Hawaï, 1893	Très expansionniste ^a	Très expansionniste
2. Annexion des Philippines, 1898	Modérément expansionniste ^b	N/D
3. Déclaration de l'Assimilation bienveillante (Benevolent Assimilation), 1898	Modérément expansionniste	N/D
4. Occupation de Cuba, 1899	Très expansionniste	N/D
5. Occupation de Pékin, 1900	Modérément expansionniste	Modérément expansionniste
6. Mainmise sur la Zone du canal de Panama, 1903	Neutre ^c	Très expansionniste*
7. Occupation de Cuba, 1906	Modérément expansionniste	Modérément expansionniste
8. Intervention au Nicaragua, 1909	Neutre	Très expansionniste
9. Intervention au Nicaragua, 1910	Très expansionniste	Modérément expansionniste
10. Intervention au Nicaragua, 1912	Retenue modérée ^d	N/D

*Les civils étrangers et américains ont assuré l'essentiel des activités expansionnistes, mais ils ont généralement agi sous la direction tacite des leaders politiques américains.

- ^aTrès expansionniste = les États-Unis ont lancé une action indépendante visant à faciliter une expansion politico-militaire supplémentaire, à intensifier une intervention politico-militaire existante ou à prolonger une intervention en cours
- ^bModérément expansionniste = les États-Unis ont adopté une position favorable à une expansion politico-militaire supplémentaire, visant à intensifier une intervention politico-militaire existante ou à prolonger une intervention en cours
- ^cNeutre = les États-Unis ont adopté une position neutre ou ont suivi les ordres visant à procéder à une expansion ou à un retrait
- ^dRetenue modérée = les États-Unis ont adopté une position défavorable à une expansion politico-militaire supplémentaire, à une intensification d'une intervention politico-militaire existante ou à une prolongation d'une intervention en cours
- Les trames de fond dans les cellules représentent le spectre allant de « Très expansionniste » (gris foncé) à « Retenue modérée » (blanc).
- L'option « Retenue intensive » est théoriquement possible, mais n'a été observée dans aucun des dix cas étudiés dans le présent article. La Retenue intensive se définit comme le lancement par les États-Unis d'une action indépendante visant à empêcher une expansion politico-militaire supplémentaire, à empêcher l'intensification d'une intervention politico-militaire existante ou à empêcher la prolongation d'une intervention en cours.

La suite de la présente section analyse dix cas d'expansion ou de tentative d'expansion des États-Unis en territoire étranger. Cette liste n'a aucune prétention d'exhaustivité et se focalise uniquement sur les cas où des représentants militaires et/ou civils ont été déployés en territoire étranger et où ils ont potentiellement eu un impact sur la décision d'expansion politico-militaire. Les remarques formulées au terme de cette étude de cas résument nos conclusions et discutent des implications possibles de la présente étude.

La tentative d'annexion d'Hawaï, 1893

Après de nombreuses années de conflits entre les propriétaires de plantations américano-hawaïens et les membres de la famille royale indigène, les propriétaires lancent un coup d'État le 16 janvier 1893, avec le soutien de John Stevens, ministre américain à Hawaï, et le Capitaine G. C. Wiltse, commandant de l'US Navy à Hawaï. Les représentants américains ont joué un rôle primordial dans le renversement de la reine Liliuokalani. Stevens avait ordonné aux Marines américains de débarquer de l'USS *Boston* à Pearl Harbor pour protéger les intérêts américains, occuper les immeubles gouvernementaux et contraindre la reine et ses partisans à l'abdication par des manœuvres d'intimidation. Il est important de signaler que les forces américaines ont été déployées avant la fin du coup d'état, qui a donc eu lieu sous protection américaine. La reine Liliuokalani se retira sans violence, tout en faisant valoir qu'elle renonçait à son autorité au profit des « forces supérieures des États-Unis d'Amérique » dans l'espoir d'être réhabilitée dans ses fonctions par ces mêmes forces¹³. Stevens reconnut immédiatement la légitimité du nouveau gouvernement mis en place par les annexionnistes sous la direction du président provisoire, le juge Stanford B. Dole. Hawaï fut ainsi placée sous protectorat américain. Stevens avait agi sans ordres de Washington, espérant que ses supérieurs accepteraient ce fait accompli¹⁴.

Mais les actions des annexionnistes américano-hawaïens, du ministre Stevens et du capitaine Wiltse restèrent vaines. En effet, Grover Cleveland, président nouvellement élu, condamna les actions des agents américains et refusa de soutenir l'annexion d'Hawaï. L'annexion de Hawaï aux États-Unis finira par se produire en temps de guerre, sous la présidence de William McKinley en 1898¹⁵. Néanmoins, l'élément important est que les hauts responsables civils et militaires déployés à Hawaï ont été de fervents partisans de l'expansion politico-militaire et ont entrepris des actions qui ont largement dépassé leur autorité afin de faciliter l'annexion de l'archipel.

La décision de McKinley d'annexer les Philippines, 1898

Les Philippines forment la plus vaste, et la plus importante, acquisition coloniale des États-Unis. L'opportunité d'annexer cet archipel s'inscrit dans le contexte de la guerre américano-philippine de 1898. L'une des batailles les plus marquantes de cette guerre a été menée dans le port de Manille, où la flotte du commodore George Dewey défit les forces espagnoles le 1^{er} mai 1898. Les forces américaines prirent ensuite la ville de Manille le 14 août, deux jours après la fin de la guerre (le délai étant dû à des lenteurs de communication)¹⁶. Un cessez-le-feu, ou « Protocole d'accord », fut signé le 12 août 1898 et établit le statut des possessions espagnoles dans les Caraïbes et à Guam, mais reporta également la décision sur le

statut des Philippines à la Conférence de la paix, qui devait se tenir du 29 septembre au 10 décembre 1898¹⁷.

L'étape cruciale du processus d'annexion que nous examinons ici porte sur la décision du président McKinley d'exiger le contrôle des Philippines pendant les négociations de paix avec l'Espagne. La position de McKinley sur cette question a beaucoup évolué en l'espace de quelques mois. Entre mai et octobre 1898, le président relève progressivement ses exigences territoriales à l'adresse des Philippines. En mai 1898, la position officielle des États-Unis consiste à autoriser l'Espagne à conserver les Philippines, à condition de laisser un dépôt de charbon à la disposition des États-Unis aux Philippines ou sur les îles Caroline. En juillet, le plan du gouvernement McKinley évolue encore et exige un port à Manille pour l'aménagement d'une base navale. En septembre, McKinley demande l'intégralité de l'île de Luçon (où se situe Manille). Mais cette position évolue encore. La plupart de ses conseillers lui indiquent en effet qu'il serait difficile et stratégiquement inopportun d'occuper uniquement Manille ou l'île de Luçon en raison de l'interdépendance des îles de l'archipel et de la difficulté qui en résulterait pour les Philippines de se gouverner seuls, avec comme risque corollaire qu'ils soient rapidement « avalés » par l'Allemagne ou le Japon. Sur ces questions, le général Francis V. Greene aurait été particulièrement influent. À son retour des Philippines, où il dirigea l'attaque de Manille, il remet au président McKinley un rapport favorable à l'annexion de l'ensemble de l'archipel pour les deux raisons susmentionnées¹⁸. La position du général Greene est renforcée par celle du commandant Royal B. Bradford, chef du *Bureau of Equipment* de la Navy, le département en charge des approvisionnements et du personnel navigant. Ce dernier s'est rendu à Manille pour chercher des sites potentiels en vue d'y établir des bases navales et des dépôts de charbon. Au mois d'octobre, le président McKinley décide ainsi d'annexer tout l'archipel¹⁹. En février 1899, le Sénat vote la ratification du Traité de paix avec l'Espagne et finalise l'annexion des Philippines²⁰.

Bien que le président McKinley ait reçu des conseils de nombreux agents civils et citoyens privés, le motif donné pour justifier l'annexion de tout l'archipel fait clairement écho à la position du général Greene²¹. La déclaration la plus marquante faite par McKinley lui-même a été enregistrée par Chandler Parsons Anderson le 19 novembre 1898, un mois après avoir donné l'instruction à ses négociateurs d'investir tout l'archipel. Ce fut à l'occasion d'une discussion privée dans le bureau du président, en présence de Thomas Jefferson Coolidge. Selon la transcription d'Anderson, McKinley y avait affirmé que les États-Unis devaient maintenir le contrôle de toutes les îles de l'archipel des Philippines parce que 1) elles ne pouvaient pas être restituées à l'Espagne « pour les mêmes raisons que celles qui ont conduit à la guerre » (c'est-à-dire des raisons humanitaires), 2) elles ne pouvaient pas être cédées à une autre puissance européenne en raison du risque de

déclencher une nouvelle guerre et du caractère contraire de cette décision aux intérêts américains, 3) il relevait de la « responsabilité » et « du devoir » du peuple américain d'accepter le contrôle des îles, et 4) l'« interdépendance stratégique des îles » était telle que les États-Unis devaient soit les contrôler toutes, soit n'en contrôler aucune²².

La position initiale de McKinley était simplement de maintenir un dépôt de charbon, mais elle a ensuite évolué vers une posture beaucoup plus expansionniste après avoir reçu les conseils des officiers militaires ayant occupé le terrain. Ce cas démontre que les officiers militaires ayant été actifs sur le théâtre des opérations ont favorisé l'expansionnisme politico-militaire et ont probablement eu une influence importante sur la décision du président de procéder à l'annexion des Philippines. Aucun agent civil important n'a été dépêché aux Philippines à cette époque ; ou du moins aucun ayant la stature suffisante pour se faire une place dans les livres d'histoire.

La déclaration de l'Assimilation bienveillante (Benevolent Assimilation), 1898

À la suite de la décision de McKinley d'annexer les Philippines, les États-Unis devaient déterminer comment exercer exactement leur contrôle sur cette nouvelle acquisition. Les options disponibles allaient d'un protectorat autonome à une colonie gouvernée par de hauts représentants américains. La grande question était de connaître l'approche que choisiraient les États-Unis face aux nationalistes philippins, avec à leur tête Emilio Aguinaldo.

Les forces américaines étaient concentrées à Manille à la suite de la bataille du port de Manille, et au cours de la majeure partie de l'année 1898, les relations avec les nationalistes philippins, qui contrôlaient la plupart du territoire, ont été délicates. Ces derniers voulaient en effet l'indépendance de leur pays et doutaient des bonnes intentions des États-Unis à leur égard. Les forces américaines aux Philippines manquaient d'ordres clairs et firent donc de leur mieux pour se débrouiller seules. La déclaration de l'Assimilation bienveillante de McKinley, actée le 21 décembre 1898 (décret instituant la souveraineté américaine sur les Philippines), marqua le point de rupture définitif entre les Américains et les Philippins. Brian Linn souligne deux aspects cruciaux de la déclaration de McKinley : tout d'abord, la mission du VIII^e Corps devait rétablir le contrôle sur les Philippines (en d'autres termes, couper court à toute velléité indépendantiste). Deuxièmement, McKinley instaura une politique bienveillante visant à « protéger la vie, les intérêts et les droits civiques des Philippins », mettant ainsi en place la première tentative américaine de gagner le cœur et l'esprit d'un peuple étranger²³.

L'historienne Grania Bolton avance que l'ordre de McKinley d'établir la souveraineté américaine sur l'ensemble de l'archipel philippin avait été fondé sur recommandation du général Wesley Merritt (premier commandant d'armée à Manille), du général Elwell S. Otis (remplaçant de Merritt), et du commodore Dewey (héros de la Bataille de la Baie de Manille). Tous avaient assuré au président que les Philippines étaient incapables de gouverner leur archipel en autonomie et qu'ils accueilleraient donc positivement le contrôle américain. Toutefois, en dépit de ces promesses, Aguinaldo prit la déclaration comme un acte de trahison et les événements qui suivirent donnèrent à penser que le décret a été l'élément déclencheur des violences entre les soldats américains et les nationalistes²⁴. Les hostilités ont commencé le 5 février 1899, soit un peu plus d'un mois après la déclaration de l'Assimilation bienveillante de McKinley. La décision du président d'instaurer un contrôle américain direct de l'archipel a été soutenue et encouragée par les officiers militaires de retour du terrain et par le commandement naval ayant assuré la mainmise américaine sur place. Une fois encore, aucun rapport ne fait état de la présence sur place d'un agent civil ayant influencé la décision de McKinley.

L'occupation américaine de Cuba, 1899–1902

Pendant la guerre de 1898, une armée américaine a envahi et occupé de vastes zones de l'île de Cuba. À la suite de l'accord de paix conclu entre les États-Unis et l'Espagne, les troupes américaines ont avancé leurs positions et ont fini par occuper l'intégralité de l'île, créant ainsi un nouvel état-nation cubain. Le général de brigade Leonard Wood fut nommé gouverneur militaire de Cuba, avec pour mission « de préparer le peuple à une forme républicaine de gouvernement », pour reprendre les mots du président McKinley... « Donnez-leur un système scolaire de qualité, essayez de renforcer leurs tribunaux, et faites de votre mieux pour remettre le pays sur pied. Nous voulons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour les aider, avant de quitter ensuite l'île dès que nous pourrons le faire en sécurité²⁵. »

En dépit du souhait du président de procéder à une transition rapide conduisant à l'indépendance cubaine, Wood était d'avis qu'une transformation progressive de l'opinion publique cubaine pourrait permettre l'annexion du pays aux États-Unis²⁶. Wood en fit son objectif : américaniser Cuba plutôt que de le préparer à l'indépendance. La volonté du général était de « créer les conditions nécessaires, pendant que l'île était sous le contrôle de l'armée américaine, à une 'annexion qui ferait l'unanimité autour d'elle'²⁷ ». Une étape importante dans ce processus était de gagner la confiance des collaborateurs cubains et d'en faire des patriotes américains afin qu'ils matérialisent cette annexion. Pour accroître les chances des élites pro-américaines de décrocher les postes clés au sein du gouvernement cubain, les hauts responsables américains en fait en sorte de créer un parti politique

cohérent, composé de Cubains fidèles, et de façonner l'électorat à travers la promulgation de lois électorales. Wood est même allé jusqu'à faire campagne pour soutenir ses candidats favoris²⁸. Il a également mis sur pied des projets d'infrastructures, d'éducation et de santé publique de grande envergure pour accroître la légitimité des forces d'occupation et américaniser le peuple cubain²⁹.

Bien que les efforts du général Wood visant à promouvoir l'annexion n'aient convaincu ni le président McKinley ni le peuple cubain, il s'était fixé comme ultime mission de préserver aussi longtemps que possible l'influence des États-Unis sur cette nation insulaire. Il dirigea le projet visant à convaincre les leaders cubains d'accepter l'amendement Platt, qui réduisait de façon considérable la souveraineté cubaine, en donnant aux États-Unis le droit d'intervenir à Cuba « à des fins de protection de la vie, des intérêts et des libertés individuelles³⁰. » L'amendement réduisait également la taille de la dette que le gouvernement cubain pouvait supporter et donner aux États-Unis le droit de maintenir des bases navales en territoire cubain³¹.

Dans ce cas, le général Leonard Wood outrepassa les décisions officielles des États-Unis pour tenter de créer des conditions d'une annexion éventuelle de Cuba. À travers cette volonté, il s'avéra bien plus expansionniste que les décideurs politiques de Washington. La politique américaine a connu un virage expansionniste avec l'amendement Platt, mais une forte opposition cubaine a empêché le rêve du général Wood de se concrétiser.

L'occupation américaine de Pékin, 1900–1901

En 1900, les États-Unis se sont associés à un effort international visant à pacifier la Révolte des Boxers en Chine, qui sévissait sur la ville de Pékin et la province environnante. Après l'occupation réussie de la ville par les forces internationales (en ce compris l'Autriche-Hongrie, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, la Russie et les États-Unis), le président McKinley devait décider d'ordonner le retrait rapide de ses troupes de Chine ou de prendre part à la division du pays en sphères d'influence. Pour le secrétaire à la Guerre Elihu Root, les États-Unis n'avaient aucune bonne raison de maintenir leurs troupes à Pékin sans mission claire et ont donc soutenu leur retrait. Mais McKinley décida de suivre les conseils du commandant des forces de combat, le général de corps d'armée Adna Chaffee, d'Edwin H. Conger, ministre américain en Chine, et de John Hay, le secrétaire d'État américain, qui se sont dits favorables au maintien en place d'une partie des troupes et à la poursuite de la coopération avec les puissances européennes et le Japon. Pour apaiser le sentiment anti-impérialiste et renforcer la présence des troupes aux Philippines, McKinley ordonna un retrait progressif des

troupes de Pékin, réduisant ainsi par deux les forces de Chaffee, qui ne comptèrent plus que 1 900 hommes³².

Alors que le pays retrouvait une stabilité, le département de la Navy et le général Chaffee commencèrent à élargir leurs ambitions d'asseoir une présence américaine en Chine. Au début de l'hiver, le général Chaffee se montrait favorable à « l'acquisition de bases militaires qui délimiteraient et protégeraient la sphère d'influence américaine au nord de la Chine³³. » Il pensait que les États-Unis devaient prendre le contrôle d'une ville portuaire et l'utiliser en appui d'une base américaine permanente à Pékin. Chaffee s'inquiétait de la poursuite de l'instabilité en Chine et estimait que les États-Unis avaient besoin de cette présence pour maintenir leur position de force vis-à-vis d'autres puissances étrangères. Le contre-amiral Bradford, chef du *Bureau of Equipment* de la Navy, et John D. Long, secrétaire d'État à la Marine, étaient également de fervents défenseurs de l'acquisition d'une base en Chine et soumièrent une demande formelle au secrétaire d'État Hay visant à obtenir l'autorisation d'installer une base navale dans la baie de Samsah, dans la province du Fujian. Hay transmit la requête à Conger, mais le ministre américain en Chine s'opposa à toute tentative d'obtenir une cession territoriale en Chine, revenant ainsi sur la position qu'il avait affichée précédemment. Le secrétaire d'État Hay apporta son soutien à son homologue en Chine et rejeta la demande de la Navy. Il ignorera également les appels que lui lancera par la suite Bradford. Toutefois, Conger marqua son soutien pour le renouvellement de la concession obtenue par les États-Unis à Tientsin en 1861, que le pays n'avait jamais occupée. Le gouvernement McKinley ne vit néanmoins pas l'intérêt d'une concession territoriale en Chine. L'objectif du président était de renforcer le gouvernement chinois, de se prémunir de toute concurrence vis-à-vis des territoires chinois, et de préserver l'image relativement positive acquise par les États-Unis dans le pays³⁴.

L'occupation américaine prit fin en mai 1901, soit bien avant toute les autres nations occupantes. Ce retrait précoce intervint contre l'avis du commandant des forces de combat Chaffee et contre les recommandations du département de la Navy, qui souhaitaient tous deux étendre la mission en Chine pour y garantir une présence militaire américaine permanente. La position de Conger, premier représentant civil officiel en Chine, était expansionniste, mais pas autant que celle de ses collègues militaires. Il se montra favorable à un renforcement de la présence des troupes américaines à Pékin (contrairement aux recommandations du secrétaire d'État Root) et d'un renouvellement de la concession de 1861. Il s'opposa toutefois à l'acquisition d'une base navale (contrairement à la recommandation du général Chaffee et à la demande du département de la Navy).

La mainmise sur la Zone du canal de Panama, 1903

Philippe-Jean Bunau-Varilla, ingénieur et entrepreneur (et représentant de la Compagnie Nouvelle du Canal de Panama), fut celui qui dirigea les opérations de rapprochement des partisans de l'expansionnisme américain et du nationalisme panaméen en 1903. Après avoir consulté les responsables américains, il arriva à la conclusion que les États-Unis soutiendraient tacitement la sécession panaméenne d'avec la Colombie. Les États-Unis justifieraient leurs actions en vertu de leur droit à maintenir le transit par l'Isthme, un droit qui leur était accordé par le traité de 1846 avec la Colombie. Bunau-Varilla contacta Manuel Amador Guerrero, leader du mouvement indépendantiste au Panama et médecin à la Panama Rail Road, une société américaine détenue par la Compagnie Nouvelle du Canal de Panama. L'alliance formée par la compagnie du canal et les nationalistes panaméens commença à fomenter une nouvelle rébellion. Lors d'un entretien personnel avec le président Roosevelt en octobre 1903, Bunau-Varilla informa ce dernier qu'une révolution était imminente. Roosevelt n'encourage pas la révolution, mais Bunau-Varilla considérait que les États-Unis pourraient en profiter. La flotte navale américaine prit position au large de la côte de la région potentiellement sécessionniste pour éviter le débarquement de troupes et garder le contrôle de la Panama Rail Road. Bunau-Varilla fut informé de ces actions lors de conversations avec de hauts représentants américains. Le 2 novembre, après avoir appris que le croiseur américain *Nashville* passerait par les eaux panaméennes, le plan fut mis à exécution. Dans une relative confusion, le capitaine du vaisseau autorisa le 2 novembre le débarquement des troupes colombiennes à Colón, sur la côte pacifique du Panama. L'intelligence du directeur de la Rail Road, James R. Shaler (ancien colonel de l'armée américaine) permit d'éviter un désastre pour les rebelles. Shaler proposa de transporter des officiers colombiens à Panama City sur un train spécialement affrété, promettant que leurs troupes suivraient peu de temps après. Mais quand les officiers atteignirent leur destination, ils furent arrêtés par des troupes colombiennes corrompues. Le lendemain, les troupes américaines débarquèrent pour instaurer le contrôle du chemin de fer et superviser les forces colombiennes, mais n'offrirent pas leur soutien aux rebelles. La révolution arriva à son terme presque sans violence le 6 novembre 1903 ; un seul civil fut tué accidentellement à Colón. Les États-Unis, au même titre que les pays européens et d'Amérique latine, reconnurent rapidement la nouvelle nation du Panama, et se mirent immédiatement à élaborer un traité³⁵.

Dans ce cas, le rôle de chacun reste obscur. Nous ne savons pas avec précision dans quelle mesure les officiels américains répondaient à des ordres explicites et quelle part était laissée à l'improvisation. Au minimum, il semble que les officiels américains sur le théâtre d'opérations aient reçu des ordres pour éviter que les

troupes colombiennes ne contrecarrent la rébellion panaméenne. Toutefois, les principaux instigateurs et acteurs de la rébellion furent un ingénieur français, des rebelles panaméens, un employé américain et une société française, la Compagnie Nouvelle du Canal de Panama. Par conséquent, même si ce sont des citoyens privés (américains, français et panaméen) sur le terrain qui ont joué le rôle le plus important, les représentants officiels à Washington ont soutenu ces actions, qui ont fini par conduire à une expansion politico-militaire des États-Unis après la ratification du traité Hay–Bunau-Varilla.

L'occupation de Cuba, 1906

Après la victoire électorale frauduleuse du Parti modéré, Cuba a été le théâtre d'une guerre civile en mai 1906. Les deux camps engagés dans le conflit (les forces libérales et modérées) sollicitèrent l'intervention des États-Unis. En guise de réponse, le président Théodore Roosevelt envoya l'USS *Denver* à La Havane et l'USS *Marietta* à Cienfuegos.³⁶ Mais le président voulait éviter un nouvel imbroglio. Il était en effet réticent à toute intervention, écrivant que « d'une part, nous ne pouvons pas accepter que Cuba soit en permanence proie au désordre et à l'anarchie ; et d'autre part, je déteste l'idée de contrôler cette île à la façon dont nous contrôlons Porto Rico [*sic*] et les Philippines. Ce n'est pas ce que nous souhaitons³⁷. » Roosevelt en était venu à penser que « le peuple américain était réticent à toute prolongation de l'implication militaire américaine à l'étranger³⁸. »

En dépit du souhait de Roosevelt de rester en dehors de la politique cubaine, la démission du président Estrada Palma et de son gouvernement le força à agir. Avec le soutien du président, donné à contrecœur, le secrétaire à la Guerre William H. Taft forma un gouvernement provisoire le 25 septembre 1906 et demanda la mise à disposition de 6 000 militaires américains. Roosevelt était réticent à cette idée, en raison de l'opposition du congrès et de l'opinion publique, et il implora Taft à plusieurs reprises d'éviter d'employer le terme *intervention*. Les États-Unis mettront un gouvernement provisoire en place, mais celui-ci sera régi par le droit cubain et exercera son pouvoir de concert avec les autorités du pays³⁹.

Charles E. Magoon fut choisi pour remplacer Taft, qui retourna à Washington pour reprendre ses fonctions de secrétaire à la Guerre. Magoon, avocat et diplomate, avait été jusque-là gouverneur de la Zone du canal de Panama. Il entra en fonction comme gouverneur de Cuba en octobre 1906. Sa principale stratégie était de donner plus de poids aux forces libérales au sein du gouvernement cubain, tout en améliorant la qualité de vie des Cubains de façon générale. Il utilisa les deniers de l'état pour financer des travaux publics et créer de l'emploi, il mit un terme à la fraude et à la corruption qui gangrenaient certaines élections, et intégra les insurgés libéraux à une armée cubaine, qui coexisterait avec la Garde rurale

dominée par le parti modéré. Magoon décida aussi d'étendre le droit de vote. Dans l'ensemble, il intensifia la stratégie de pacification de son prédécesseur en ralliant l'opposition à sa cause⁴⁰.

En dépit de ces succès, Magoon ne voyait pas l'avenir politique de Cuba d'un bon œil, avançant que la race hispanique était culturellement et biologiquement incapable de gouverner le pays de façon responsable et autonome. Avant les réformes mentionnées ci-dessus, il recommanda la présence permanente des États-Unis comme conseiller militaire et juridique, et Roosevelt opposa son veto à toute extension de la présence américaine à Cuba⁴¹. Le lieutenant-colonel Robert Lee Bullard, conseiller spécial de l'armée américaine, ainsi que d'autres officiers, se montrèrent également favorables à une occupation de longue durée de Cuba, sur une génération s'il le fallait⁴². Roosevelt ne vit aucun intérêt à prolonger l'occupation, et Magoon quitta le pays le 28 janvier 1909, le jour même où José Miguel Gómez prit ses fonctions de nouveau président cubain. Finalement, l'occupation durera plus longtemps que ce qu'avait espéré Roosevelt, en raison des difficultés liées au recensement de la population, condition préalable à la tenue d'élections libres et équitables.

Ce cas démontre que le leadership civil et militaire sur le terrain à Cuba a fortement favorisé l'intensification et la prolongation de l'occupation américaine dans le pays. L'opposition civile à l'occupation, dans les hautes sphères gouvernementales de Washington D.C., a néanmoins permis que cette même occupation soit relativement superficielle et de courte durée.

L'intervention au Nicaragua, 1909

Les relations américaines avec le Nicaragua étaient de bonne tenue jusqu'à ce que les États-Unis décident en 1903 de construire un canal dans l'isthme du Panama. Les relations se détériorèrent entre 1903 et 1909, lorsqu'il devint évident que le leader libéral nicaraguayen, José Santos Zelaya, et les leaders américains partageaient une vision différente de l'avenir de l'Amérique centrale. Zelaya estimait que le Nicaragua devait être l'état dominant de la région, mais les États-Unis, soucieux de la stabilité de la région et de leurs propres intérêts, n'étaient pas enthousiastes à cette perspective. Les menaces de Zelaya de permettre aux Européens de construire un canal au Nicaragua, et son hostilité à l'égard des États-Unis et des Américains faisant affaire avec son pays, ne l'ont pas aidé à améliorer ses relations avec le président Taft⁴³. Zelaya voyait le leader guatémalien Manuel Estrada Cabrera comme son principal rival dans la région. En 1906, l'Amérique centrale fut victime de cette rivalité, et des combats éclatèrent entre le Guatemala, le Nicaragua, le Honduras et le Salvador⁴⁴. Le gouvernement Taft décida de poursuivre une politique diplomatique visant à isoler Zelaya et apporta son soutien à la

souveraineté du Salvador et du Honduras. En octobre 1909, une rébellion contre Zelaya fut lancée par les conservateurs nicaraguayens, sous l'impulsion Juan Estrada, alors gouverneur de province, général et surtout libéral déçu. La rébellion jouissait du soutien des Américains vivant au Nicaragua, en ce compris le consul américain Thomas Moffat, mais pas de l'appui officiel des États-Unis. La posture adoptée par les officiers de la Marine des États-Unis fait débat. Dana Gardner Munro affirme que l'interventionnisme de Moffat a suscité l'hostilité des officiers de la Marine déployés dans la région⁴⁵. Benjamin Harrison, citant les propos de Moffat lors d'une audition devant le congrès, note que des officiers anonymes de la Marine ont encouragé la rébellion d'Estrada⁴⁶. Clairement, Moffat était un grand partisan des rebelles et était à ce titre « pratiquement un agent révolutionnaire⁴⁷. » Certains éléments démontrent que Moffat menait sa propre politique interventionniste au Nicaragua, en sa qualité de confident et de conseiller d'Estrada⁴⁸. Son hostilité à l'égard de Zelaya était assurément partagée par le secrétaire d'État Knox, mais les liens étroits qu'entretenait le consul avec Estrada dépassaient de loin la position officielle des États-Unis⁴⁹.

Pendant les combats, deux Américains servant les forces d'Estrada comme experts en démolition furent capturés et exécutés par les forces de Zelaya. En réaction, les États-Unis rompirent les relations avec le Nicaragua et menacèrent d'utiliser la force pour capturer Zelaya, mais le département d'État refusa de poursuivre l'intervention en raison de la nécessité d'obtenir l'approbation du congrès. Sous la pression américaine, Zelaya démissionna en décembre 1909 et demanda l'asile au Mexique⁵⁰.

Les actions américaines en 1909 n'ont pas énormément contribué à l'expansionnisme politico-militaire des États-Unis, mais ce n'est pas faute d'avoir essayé. Une série de diplomates, et en particulier Thomas Moffat, consul américain au Nicaragua, ont soutenu l'intervention militaire dans le pays et étaient partisans de la rébellion menée par le leader Estrada. En revanche, les officiers de la Marine américaine déployés sur le terrain se seraient opposés à cette intervention. Les hauts responsables politiques des États-Unis n'ont pas suivi les recommandations expansionnistes de Moffat, mais ont néanmoins fait peser une pression suffisante sur les épaules de Zelaya pour l'obliger à démissionner.

L'intervention au Nicaragua, 1910

Les États-Unis ne débordaient pas non plus d'enthousiasme à l'égard du président José Madriz, successeur de Zelaya, et ont dépêché le corps expéditionnaire nicaraguayen au large de Corinto, sur la côte occidentale du Nicaragua. Le contre-amiral William Kimball, chef du corps expéditionnaire, a demandé aux autorités de former un gouvernement provisoire au Nicaragua, mais sa demande fut rejetée.

Son corps finira par être progressivement retiré. La guerre civile s'est poursuivie jusqu'en 1910 (Madriz a continué la guerre contre les forces d'Estrada) et en mai, les forces fidèles au président ont entouré les forces rebelles à Bluefields, sur la côte atlantique, menaçant de bombarder la ville. Le capitaine William Gilmer de l'USS *Paducah* déploya 100 Marines dans la ville pour éviter les combats. Cette action fut avant tout décidée pour protéger les vies et les intérêts américains, mais elle eut également pour effet d'empêcher les forces gouvernementales, comme souhaité par le gouvernement Taft, d'achever les rebelles. Les forces navales américaines empêchèrent également les troupes de Madriz de fouiller les navires pour combattre la contrebande, préservant ainsi les circuits de ravitaillement d'Estrada. Entravées dans leur tentative de mettre fin à la rébellion, les troupes du gouvernement se retirèrent. La « neutralité » de la politique américaine sapa le moral des forces de Madriz et nuisit à sa légitimité. En août, les forces rebelles triomphèrent. L'intervention américaine favorisait la victoire des rebelles et la mise en place du gouvernement Estrada⁵¹.

Dans ce cas, les États-Unis ne prirent pas parti officiellement et se contentèrent d'envoyer un petit nombre de Marines pour délimiter une zone neutre dans la ville de Bluefields. Mais cette petite intervention aura un impact de taille sur l'issue de la rébellion : le contre-amiral William Kimball demandera l'autorisation d'occuper le Nicaragua et de former un nouveau gouvernement et le capitaine William Gilmer enverra des Marines à terre pour protéger une enclave rebelle. Tout comme en 1909, les officiers déployés favorisèrent des velléités expansionnistes contraires à la volonté des décideurs politiques à Washington. Mais contrairement aux événements de 1909, les commandants des officiers de la Marine prirent les opérations en main en 1910 pour étendre l'intervention américaine Nicaragua.

L'intervention au Nicaragua, 1912

En juin 1912, une nouvelle rébellion a submergé le Nicaragua, orchestrée cette fois par le ministre de la Guerre Luis Mena contre le président Adolfo Díaz, alors soutenu par les États-Unis. Au cours des premières phases de la guerre civile, les forces de Mena bombardèrent la capitale Managua, mettant en danger la vie de nombreux Nicaraguayens, d'Américains et d'autres étrangers. Le président Díaz demanda une assistance militaire et l'obtint : en septembre 1912, approximativement 2 700 Marines américains furent déployés au Nicaragua. Après leur arrivée, la priorité pour les Marines et les *bluecoats* fut de protéger les vies et les intérêts des Américains, d'arrêter les attaques sur la capitale et de mettre fin aux attaques rebelles sur la ligne de chemin de fer reliant Managua à Grenada. Les forces américaines ne furent pas impliquées dans les combats entre le gouvernement et

les forces rebelles. Le contre-amiral W. H. H. Southerland, commandant des forces américaines, adoptait une position neutre à l'égard des combattants et ne voyait aucune raison justifiant l'implication des Marines américains dans les combats au nom du gouvernement du pays. Les Marines ne combattirent donc que pour maintenir la sécurité sur la voie de chemin de fer. En septembre, après plusieurs batailles entre les forces américaines et les insurgés, le major des Marines, Smedley Butler, convainquit Mena de cesser les attaques sur la voie de chemin de fer et de respecter la vie et les intérêts des Américains. Cette concession fut rapidement suivie par la reddition de Mena, essentiellement provoquée par la maladie. Mais le général Benjamín Zeledón continua les combats et maintint le contrôle de la ville de León et des collines surplombant la ligne de chemin de fer à proximité des villes de Coyotepe et de Masaya. L'amiral Southerland ne souhaitait pas attaquer les rebelles, mais reçut l'ordre de le faire par ses supérieurs à Washington. Les 3 et 4 octobre, quelque 850 Marines et *bluejackets* américains attaquèrent ainsi les forces de Zeledón cachées dans les environs de Coyotepe. Lors du combat le plus difficile de l'intervention, les forces américaines triomphèrent des rebelles, au prix de quatre morts et de sept blessés. Les forces du gouvernement nicaraguayen battirent ensuite Zeledón à Masaya, tuant ce dernier dans l'opération. Les Marines américains se chargèrent ensuite des dernières forces rebelles à León⁵².

Les forces américaines restèrent sur place pour superviser les élections de novembre. Leur présence fut ensuite réduite à environ 100 Marines, qui restèrent en place en guise de « garde diplomatique », une présence symbolique marquant l'engagement des États-Unis envers la paix et la stabilité au Nicaragua. Cette présence américaine signifiait aussi que plus aucune révolution ne serait tolérée et que par conséquent, le parti conservateur minoritaire resterait au pouvoir⁵³. Cette garde diplomatique restera sur place jusqu'en 1925. À son départ, une nouvelle guerre civile éclatera au Nicaragua⁵⁴. L'intervention de 1912 restera dans l'histoire comme la première fois où « les forces américaines eurent recours à la force pour combattre une révolution dans un pays étranger⁵⁵. »

Dans ce cas, le déploiement et l'escalade se firent sur ordre de Washington et contrairement à l'avis de l'amiral Southerland, le commandant militaire. Le principal officier militaire sur le terrain au Nicaragua sembla ainsi opposé à l'intervention américaine dans la guerre civile nicaraguayenne, mais obtempéra aux ordres.

Conclusion

Cette étude de cas suggère que les généraux Petraeus et McChrystal n'ont pas adopté une attitude bien différente des officiers militaires américains ayant pris part à l'ère des « petites guerres » américaines. L'analyse des cas présentés donne à penser que les commandants des forces au combat tendent à favoriser une

politique expansionniste. On constate par ailleurs une tendance similaire dans le chef des agents civils sur le terrain. Par conséquent, comme l'indique l'analyse de leur participation à des opérations de contingence et à des missions d'occupation militaires à l'étranger, il semblerait que les agents civils et les officiers militaires sont également favorables à une politique étrangère expansionniste. Cette observation remet en question la croyance populaire faisant une différence claire entre les agents civils et les officiers militaires. Des études précédemment menées dans le domaine des relations civ-mil suggèrent que les officiers militaires sont davantage susceptibles de favoriser le recours à la force militaire que les civils. Nous pouvons donc en déduire que les commandants des forces de combat seraient aussi susceptibles de favoriser davantage le recours à la force pour résoudre les problèmes survenant lors des missions d'occupation militaire et des opérations de contingence. Ce n'est pourtant pas le constat qui a été posé à l'analyse détaillée des études de cas présentées dans cet article. Au contraire, les officiers militaires et les agents civils ont, de façon égale, préféré une stratégie politico-militaire expansionniste, et dans certains cas, les agents civils étaient même davantage enclins à le faire⁵⁶.

Que faire pour encourager une politique étrangère américaine moins interventionniste ? Tout d'abord, plus nous réduirons le nombre de déploiements militaires à l'étranger, moins il y aura de partisans de l'expansionnisme. Le déploiement de forces américaines tend à « socialiser » les agents déployés, de telle sorte qu'ils finissent par devenir les porte-parole d'une expansion prolongée et renforcée. Nous devons avoir conscience que même des opérations ayant une « empreinte légère » présentent un risque d'enlèvement. Deuxièmement, la seule méthode réaliste permettant de modérer de façon efficace l'expansionnisme inhérent aux agents civils et aux officiers militaires est de créer les conditions permettant à la société civile d'être informée de façon constante et détaillée, au plus haut niveau, des stratégies militaires et des opérations menées sur le terrain. Cette approche semble avoir porté ses fruits en temps de guerre pour certains leaders respectés de l'histoire britannique et américaine⁵⁷. En somme, les responsables civils, que ce soit à la Maison-Blanche ou au Pentagone, doivent éviter toute scission entre leurs objectifs stratégiques et opérationnels et veiller à la cohérence de leur évaluation stratégique. C'est de cette façon qu'ils pourront mettre en œuvre une politique étrangère américaine moins interventionniste.

Notes

1. MYERS, Steven Lee, « Generally Speaking », *New York Times*, 6 Avril 2008, www.nytimes.com/2008/04/06/weekinreview/06myers.html?pagewanted=all&_r=0 ; et STRACHAN, Hew, *The Direction of War: Contemporary Strategy in Historical Perspective*, Cambridge, R.-U., Cambridge University Press, 2013, p. 219.

2. Voir PETRAEUS, David H., « Battling for Iraq », *Washington Post*, 26 septembre 2004, www.washingtonpost.com/wp-dyn/articles/A49283-2004Sep25.html ; et ULRICH, Marybeth P., « The General Stanley McChrystal Affair: A Case Study in Civil-Military Relations », *Parameters* 41, n° 1, printemps 2011, pp. 88-89.

3. BUMILLER, Elisabeth, « Voice of Bush's Favored General Is Now Harder to Hear », *New York Times*, 4 octobre 2009, www.nytimes.com/2009/10/05/world/05military.html.

4. HASAN, Mehdi, « Rise of the Four-Star Deities », *New Statesman*, 5 juillet 2010, www.newstatesman.com/north-america/2010/07/iraq-military-war-petraeus.

5. CURRY, Tom, « David Petraeus: Battlefield 'Hero' and Savvy Washington Insider », *NBC News*, 9 novembre 2012, http://usnews.nbcnews.com/_news/2012/11/09/15056759-david-petraeus-battlefield-hero-and-savvy-washington-insider?lite ; et ULRICH, Marybeth P., « General Stanley McChrystal Affair ».

6. Voir NASR, Vali, « The Inside Story of How the White House Let Diplomacy Fail in Afghanistan », *Foreign Policy*, 4 mars 2013, <http://foreignpolicy.com/2013/03/04/the-inside-story-of-how-the-white-house-let-diplomacy-fail-in-afghanistan/>.

7. POSEN, Barry R., « Restraint: A New Foundation for U.S. Grand Strategy », Ithaca, NY, Cornell University Press, 2014 ; MEARSHEIMER, John J., « America Unhinged », *National Interest* numéro 129, janvier-février 2014, pp. 9-30, <http://nationalinterest.org/article/america-unhinged-9639>.

8. VAN EVERA, Stephen, « The Cult of the Offensive and the Origins of the First World War », *International Security* 9, n° 1, 1984, pp. 58-107 ; SNYDER, Jack, « Civil-Military Relations and the Cult of the Offensive, 1914 et 1984 », *International Security* 9, n° 1, 1984, pp. 108-46 ; SECHSER, Todd S., « Are Soldiers Less War-Prone than Statesmen? », *Journal of Conflict Resolution* 48, n° 5, octobre 2004, pp. 746-74 ; CHOI, Seung-Whan et JAMES, Patrick, « Civil-Military Relations in a Neo-Kantian World, 1886-1992 », *Armed Forces & Society* 30, n° 2, hiver 2004, pp. 229-31 ; et CHOI, Seung-Whan et JAMES, Patrick, « Civil-Military Structure, Political Communication, and the Democratic Peace », *Journal of Peace Research* 45, n° 1, 2008, pp. 38-39.

9. CHOI, Seung-Whan et JAMES, Patrick, « Civil-Military Relations », pp. 243-47. CHOI, Seung-Whan et JAMES, Patrick, « Civil-Military Structure », pp. 45-50.

10. Parmi les exceptions, citons BETTS, Richard K., « Soldiers, Statesmen, and Cold War Crises », *Morningside éd.*, New York, Columbia University Press, 1991, p. 240. Betts a démontré que les commandants des forces de combat étaient tout aussi entreprenants que les conseillers de la société civile.

11. L'expansion politico-militaire s'apparente à une hausse du niveau de contrôle de territoires étrangers ou à des actions visant à s'emparer des puissances souveraines d'un état étranger. Voir MEISER, Jeffrey W., « *Power and Restraint: The Rise of the United States, 1898-1941* », Washington, DC, Georgetown University Press, 2015, pp. xix-xx.

12. Les études de cas de cette section sont fondées sur des références citées précédemment.

13. STEVENS, Sylvester K., « American Expansion in Hawaii, 1842-1898 », Harrisburg, PA : Archives Publishing Company, 1945, p. 223.

14. STEVENS, Sylvester K., « American Expansion in Hawaii », pp. 217-29 BRANDS ; H. W., « The Reckless Decade: America in the 1890s », New York: St. Martin's Press, 1995, pp. 296-97 ; LAFEBER, Walter, « The American Search for Opportunity », 1865-1913, Cambridge, R.-U. : Cambridge University Press, 1993, p. 94 ; MCWILLIAMS, Tennant S., « James H. Blount, the South, and Hawaiian Annexation », *Pacific Historical Review* 57, n° 1, février 1988, pp. 33-46 ; PLETCHER, David M., « The Diplomacy of Involvement: American Economic Expansion across the Pacific, 1784-1900 », Columbia, University of Missouri Press, 2001, pp. 239-40 ; et LOOMIS, Albertine, « For Whom Are the Stars? », Honolulu : University Press of Hawaii, 1976, chap. 1.

15. PLETCHER, David M., « Diplomacy of Involvement », pp. 272-75 ; et TATE, Merze, « The United States and the Hawaiian Kingdom: A Political History », New Haven, CT, Yale University Press, 1965, pp. 301-6.

16. BRANDS, H. W., « Bound to Empire: The United States and the Philippines », New York : Oxford University Press, 1992, p. 24 ; et PLETCHER, « *Diplomacy of Involvement* », p. 276, p. 284.

17. HAMILTON, Richard F., « President McKinley, War and Empire: President McKinley and America's New Empire », vol. 2, New Brunswick, NJ : Transaction Publishers, 2007, pp. 63-64.

18. SMITH, Ephraim K., « 'A Question from Which We Could Not Escape': William McKinley and the Decision to Acquire the Philippine Islands », *Diplomatic History* 9, n° 4, octobre 1985 : pp. 371-72 ; HAMILTON, Richard F., « President McKinley, War and Empire », p. 75, p. 82 ; GOULD, Lewis L., « The Presidency of William McKinley », Lawrence : University Press of Kansas, 1980, pp. 134-35 ; et MORGAN, H. Wayne, « William McKinley and His America », éd. rev., Kent, OH : Kent State University Press, 2003, p. 308.

19. Pour lire une discussion sur l'évolution de la position de McKinley sur l'annexion des Philippines, voir PRATT, Julius William, « *Expansionists of 1898: The Acquisition of Hawaii and the Spanish Islands* », New York : P. Smith, 1951, pp. 329-38 ; GOULD, Lewis L., « Presidency of William McKinley », pp. 133-42 ; BRANDS, H. W., « Bound to Empire », pp. 25-26 ; COLETTA, Paolo E., « McKinley, the Peace Negotiations, and the Acquisition of the Philippines », *Pacific Historical Review* 30, n° 4, novembre 1961, pp. 344-47 ; PLETCHER, David M., « Diplomacy of Involvement », pp. 275-76, pp. 283-85 ; HAMILTON, Richard F. « President McKinley, War and Empire », pp. 69-82 ; MORGAN, H. Wayne, « William McKinley and His America », pp. 304-22 ; et WELCH, Richard E., « Response to Imperialism: The United States and the Philippine-American War, 1899-1902 », Chapel Hill : University of North Carolina Press, 1979, pp. 6-10. Au cours de cette période, McKinley a demandé l'avis d'un grand nombre de responsables gouvernementaux et

d'experts privés ayant des positions différentes sur la question de l'annexion. Voir HAMILTON, Richard F., « President McKinley, War and Empire », pp. 70–79.

20. COLETTA, Paolo E., « Bryan, McKinley, and the Treaty of Paris », *Pacific Historical Review* 26, n° 2, mai 1957 : 139n23 ; et HOLT, W. Stull, « Treaties Defeated by the Senate: A Study of the Struggle between President and Senate over the Conduct of Foreign Relations », Baltimore : Johns Hopkins Press, 1933, p. 169.

21. Voir SMITH, « Question from Which », pp. 371–72.

22. Cité en *id.*, p. 369. La formule « interdépendance stratégique » est de Smith (*id.*, p. 372). L'analyse de Coletta de la logique du président McKinley est identique, mais il insiste davantage sur les avantages commerciaux découlant de l'annexion et de l'opinion publique favorable à cette dernière. COLETTA, Paolo E., « McKinley, the Peace Negotiations », pp. 345–47.

23. LINN, Brian McAllister, « The Philippine War », 1899–1902, Lawrence : University Press of Kansas, 2000, pp. 30–31.

24. BOLTON, Grania, « Military Diplomacy and National Liberation: Insurgent–American Relations after the Fall of Manila », *Military Affairs* 36, n° 3, octobre 1972, p. 103.

25. Cité dans MORGAN, « William McKinley and His America », p. 339. Voir aussi HITCHMAN, J. H., « The American Touch in Imperial Administration: Leonard Wood in Cuba, 1898–1902 », *Americas* 24, n° 4, avril 1968, p. 394.

26. HITCHMAN, « American Touch », pp. 393–94 ; PEREZ, Louis A., « Cuba between Empires », 1878–1902, Pittsburgh : University of Pittsburgh Press, 1983, p. 272 ; et CUMMINS, Lejeune, « The Formulation of the 'Platt' Amendment », *Americas* 23, n° 4, avril 1967, pp. 377–78.

27. PÉREZ, « Cuba between Empires », p. 281.

28. *Id.*, pp. 274–318 ; et SCHOULTZ, Lars, « Beneath the United States: A History of U.S. Policy toward Latin America », Cambridge, MA : Harvard University Press, 1998, pp. 144–46.

29. SCHOULTZ, « Beneath the United States », p. 145 ; HEALY, David, « The United States in Cuba, 1898–1902: Generals, Politicians, and the Search for Policy », Madison : University of Wisconsin Press, 1963, chap. 15 ; et HITCHMAN, « American Touch in Imperial Administration », pp. 395–99.

30. Cité dans SCHOULTZ, « Beneath the United States », 148.

31. *Id.*, pp. 148–50.

32. HUNT, Michael H., « The Forgotten Occupation: Peking, 1900–1901 », *Pacific Historical Review* 48, n° 4, novembre 1979, pp. 514–15 ; et YOUNG, Marilyn Blatt, « The Rhetoric of Empire: American China Policy, 1895–1901 », Cambridge, MA : Harvard University Press, 1968, pp. 179–87.

33. HUNT, « Forgotten Occupation: Peking », p. 515.

34. *Id.*, pp. 514–18 ; YOUNG, « Rhetoric of Empire », pp. 204–6, 216 ; et LIVERMORE, Seward W., « American Naval-Base Policy in the Far East, 1850–1914 », *Pacific Historical Review* 13, n° 2, juin 1944, pp. 118–25.

35. LAFEBER, Walter, « The Panama Canal: The Crisis in Historical Perspective », éd. corrigée, New York : Oxford University Press, 1989, pp. 23–26 ; COLLIN, Richard H., « Theodore Roosevelt's Caribbean: The Panama Canal, the Monroe Doctrine, and the Latin American Context », Baton Rouge : Louisiana State University Press, 1990, pp. 245–67 ; et GOULD, Lewis L., *The Presidency of Theodore Roosevelt*, Lawrence : University Press of Kansas, 1991, pp. 91–97.

36. DANGLEY, Lester D., « The Banana Wars: United States Intervention in the Caribbean, 1898–1934 », Wilmington, DE, SR Books, 2002, pp. 30–31.

37. Cité dans SCHOULTZ, « Beneath the United States », p. 198. Voir aussi PÉREZ JR., Louis A., « Cuba under the Platt Amendment, 1902–1934 », Pittsburgh : University of Pittsburgh Press, 1986, p. 98.

38. LANGLEY, « Banana Wars », p. 61.

39. SCHOULTZ, « Beneath the United States », pp. 200–201 ; COLLIN, « Theodore Roosevelt's Caribbean », pp. 534–39 ; HILL, Howard C., « Roosevelt and the Caribbean », New York : Russell & Russell, 1965, pp. 99–100 ; MINGER, Ralph Eldin, « William H. Taft and the United States Intervention in Cuba in 1906 », *Hispanic American Historical Review* 41, n° 1, février 1961, p. 77, pp. 82–85 ; MINGER, Ralph Eldin, « William Howard Taft and United States Foreign Policy: The Apprenticeship Years, 1900–1908 », Urbana, University of Illinois Press, 1975, pp. 122–23, 130–31 ; LANGLEY, « Banana Wars », pp. 32–35 ; MUNRO, Dana Gardner, « Intervention and Dollar Diplomacy in the Caribbean, 1900–1921 », Princeton, NJ : Princeton University Press, 1964, pp. 133–35 ; GOULD, « Presidency of Theodore Roosevelt », pp. 252–53 ; et BRANDS, H. W., « T. R.: The Last Romantic », New York, Basic Books, 1997, pp. 570, 572.

40. HERNÁNDEZ, José M., « Cuba and the United States: Intervention and Militarism, 1868–1933 », Austin, TX : University of Austin Press, 1993, pp. 145–56 ; et MUNRO, « Intervention and Dollar Diplomacy », pp. 136–39. Voir aussi COLLIN, « Theodore Roosevelt's Caribbean », pp. 540–41 ; et LANGLEY, « Banana Wars », pp. 42–43.

41. SCHOULTZ, « Beneath the United States », pp. 202–3.

42. LANGLEY, « Banana Wars », p. 41.

43. HERRING, George C., « From Colony to Superpower: U.S. Foreign Relations since 1776 », Oxford, R.-U. : Oxford University Press, 2008, p. 374 ; WALKER, Thomas W., « Nicaragua: Living in the Shadow of the Eagle », 4^e éd., Boulder, CO : Westview, 2003, p. 18 ; et MUNRO, « Intervention and Dollar Diplomacy », pp. 167–69.

44. LAFEBER, Walter, « Inevitable Revolutions: The United States in Central America », 2^e éd., New York : W. W. Norton, 1993, p. 41.

45. MUNRO, « Intervention and Dollar Diplomacy », pp. 173–75. À l'époque, d'aucuns ont avancé l'idée que des marchands américains espéraient une intervention américaine dans le but de voir augmenter la valeur de leurs investissements au Nicaragua. SCHOULTZ, « *Beneath the United States* », p. 212. Les producteurs de bananes indépendants de la côte atlantique du Nicaragua avaient de nombreux griefs à adresser au gouvernement Zelaya au sujet du monopole accordé à la *Bluefields Steamship Company*. MUNRO, « Intervention and Dollar Diplomacy », pp. 172–73.

46. HARRISON, Benjamin, « The United States and the 1909 Nicaragua Revolution », *Caribbean Quarterly* 41, n° 3/4, septembre–décembre 1995, p. 53.

47. LANGLEY, Lester D., et SCHOONOVER, Thomas D., « *The Banana Men: American Mercenaries and Entrepreneurs in Central America, 1880–1930* », Lexington, KY : University Press of Kentucky, 1995, p. 82.

48. HARRISON, « 1909 Nicaragua Revolution », p. 53.

49. LEONARD, Thomas M., « Central America and the United States: The Search for Stability », Athens, University Press of Georgia, 1991, p. 61.

50. SCHOULTZ, « Beneath the United States », pp. 212–13; LANGLEY, « Banana Wars », pp. 56–59; MUSICANT, Ivan, « The Banana Wars: A History of United States Military Intervention in Latin America from the Spanish-American War to the Invasion of Panama », New York : Macmillan, 1990, pp. 138–39 ; et MUNRO, « Intervention and Dollar Diplomacy », 175–79.

51. MUSICANT, « Banana Wars », pp. 139–42 ; SCHOULTZ, « Beneath the United States », p. 213 ; LANGLEY, « Banana Wars », pp. 59–60 ; WALKER, « Nicaragua », 18 ; et MUNRO, « Intervention and Dollar Diplomacy », pp. 181–86.

52. LANGLEY, « Banana Wars », pp. 64–69 ; SCHOULTZ, « Beneath the United States », p. 218 ; MUNRO, « Intervention and Dollar Diplomacy », pp. 204–10 ; et MUSICANT, « Banana Wars », pp. 144–56.

53. SCHOULTZ, « Beneath the United States », pp. 218–19 ; LANGLEY, « Banana Wars », 69–70 ; et MUNRO, « Intervention and Dollar Diplomacy », p. 216.

54. WALKER, « Nicaragua », p. 20.

55. MUNRO, « Intervention and Dollar Diplomacy », p. 215.

56. Pour des résultats similaires portant sur d'autres périodes de l'histoire, voir BETTS, « *Soldiers, Statesmen* » ; et GELPI, Christopher et FEVER, Peter D., « Speak Softly and Carry a Big Stick? Veterans in the Political Elite and the American Use of Force », *American Political Science Review* 96, n° 4, décembre 2002, pp. 779–93.

57. COHEN, Eliot A., « *Supreme Command: Soldiers, Statesmen, and Leadership in Wartime* », New York, Free Press, 2002.